

*Le grand tournant de la politique française envers l'Europe centrale et orientale
au cours de la première guerre mondiale*

L'Institut d'histoire de l'Académie hongroise des Sciences a participé à un projet de recherche financé par le Ministère de l'Éducation nationale hongroise et coordonné par l'Institut d'Études sur l'Économie Mondiale sur la politique étrangère des grandes puissances européennes envers l'Europe centrale et orientale, depuis 1918, en particulier la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne.¹ C'est dans ce cadre que j'ai eu l'occasion d'étudier l'attitude de la France au cours du siècle dernier vis-à-vis de notre région. Il résulte de ces travaux que l'élément le plus déterminant de la ligne de conduite française du 16^e siècle à nos jours est la politique de sécurité, notamment les relations de Paris avec les Allemands, puis l'Allemagne. L'examen de l'époque de la Première Guerre mondiale s'est révélé particulièrement important. On peut constater que l'Europe du Centre-Est a beaucoup gagné en importance à ce moment-là dans l'horizon de la politique extérieure française. C'est alors que débute la période la plus intensive des relations entre la France et la région. Les décisions diplomatiques du gouvernement français concernant la préparation des traités de paix, influencées par cette nouvelle politique, ont eu des conséquences non négligeables jusqu'à aujourd'hui. Les traces du paradigme de la politique étrangère s'étant forgée lors de «*la grande guerre*» peuvent être décelées dans la diplomatie française jusqu'au début des années 1980, voire même jusqu'au milieu des années 1990. Pour représenter la formation de la nouvelle conception, j'esquisse d'abord brièvement la perception des spécialistes en politique française de l'Europe centrale et orientale avant la première guerre mondiale. J'expose ensuite les étapes de l'évolution de la position de Paris pendant la Première Guerre mondiale. Et enfin, je résume l'essence et les conséquences de la politique française de 1918.

Eu égard à la sphère scientifique, les chercheurs français les plus importants des peuples slaves d'Europe centrale et orientale du 19^e siècle, Louis Léger et Ernest Denis, ont été considérablement influencés par le traumatisme de la défaite contre les Prussiens en 1870. „*Nous étions en plein désarroi, très affligés par notre ignorance, nous souhaitions trouver des appuis en Europe et vers qui pouvions-nous nous tourner sinon vers les Slaves?*”, écrivait Denis.² Leger et Denis étaient les personnalités les plus marquantes d'une nouvelle génération d'universitaires slavissants de la Sorbonne, républicains convaincus. Ces spécialistes d'Europe du Centre-Est ont appris les langues de leurs champs de recherche en y établissant des contacts personnels.³ Ils commençaient généralement à étudier la région par le biais d'un problème spécifique ou d'une langue qui influençait désormais leur point de vue concernant l'ensemble du terrain. Le vecteur politique de ce choix était si fort que l'on peut distinguer encore à nos jours une historiographie austro-hungarophile et une autre, tchécoslovaque.⁴ La question la plus brûlante de l'époque était l'avenir de la Monarchie austro-

¹ Cette étude a été préparée dans le cadre du projet OM NKFP 5/020/2001.

² Jindřich VANCURA, *Arnošt Denis*, Prague, Zlatoroh, 1923. 15. L'extrait d'une lettre de Denis à l'auteur, citée par Antoine MARES, *Louis Léger et Ernest Denis. Profils de deux bohémisants français au XIX^e siècle, La France et l'Europe centrale* (ed. Bohumila FERENCÚHOVA), numéro spécial 2 de *Slovanské studie*, Academic Electronic Press, Bratislava 1995. 63-90.

³ MARES, *Les slavissants français face à la Hongrie avant le traité de Trianon*, Cahier d'études hongroises (Sorbonne Nouvelle Paris III – CIEH, Balassi Kiadó, Institut Hongrois), 1994, n° 6. 185-186.

⁴ MARES, *Louis Eisenmann et l'Europe centrale (1897-1937), Regards sur l'indomptable Europe du Centre-Est du XVIII^e siècle à nos jours*, Revue du Nord, collection Histoire, n° 10, Lille, 1996. 223-242.

hongroise. Tout en proposant le renforcement des éléments slaves au nom d'une alliance avec eux, la plupart de ces spécialistes pronostiquaient la survie de la Monarchie bicéphale et souhaitaient sa modernisation.⁵ Lors des révolutions de 1848-1849, les milieux politiques estimaient au Quai d'Orsay que la Monarchie des Habsbourg était un élément essentiel de l'équilibre européen; et le gouvernement français a soutenu le Compromis austro-hongrois de 1867, cela même au détriment des composants slaves. Néanmoins, l'échec subi en 1870 a entraîné des changements dans la manière de voir de l'élite politique française. Laveley écrivait en 1871 dans la Revue des Deux Mondes: „*Quand la Bohême et les Slaves du Sud s'agitaient, nos hommes d'Etat disaient: 'C'est la Russie qui souffle ce mouvement. C'est le panslavisme.' [...] Mais nous en avons aujourd'hui un terrible besoin du panslavisme! Lui seul peut nous sauver du pangermanisme*”.⁶ A partir de 1870, la politique étrangère française a appuyé tous les projets relatifs à l'Europe centrale et orientale qui étaient susceptibles d'affaiblir la puissance allemande. En toute logique donc, Paris a commencé à se montrer compréhensif envers les nationalités de la région, en particulier envers les Polonais, car cette question touchait de plus près la position de l'Allemagne. La formation en 1891-1893 de l'alliance militaire entre la France et l'Empire Russe a toutefois fortement modifié la politique de la France. On ne parlait plus des Ukrainiens soumis à l'autorité russe. Le Quai d'Orsay ne s'occupait plus désormais de la question polonaise qu'en Allemagne et en Galicie autrichienne, mais non en Russie...⁷ Il est important de souligner que la politique étrangère française considérait le problème des Polonais vivant sous le règne russe comme l'affaire intérieure de la Russie, alors que Paris était l'un des centres des émigrants d'Europe du Centre-Est, et que l'alliance traditionnelle franco-polonaise remontait en principe à plusieurs siècles. C'est en France que fonctionnait, à partir de 1911, l'Office central des Nationalités (devenu ensuite l'Office central de l'Union des Nationalités). L'un des fondateurs de cet organisme, Jean Pélissier, a soulevé l'idée que la France devrait prendre la tête de petits peuples d'Europe centrale et orientale pour saper les fondements de l'ordre européen établi par Bismarck en 1871. Cette conception aurait pu représenter une alternative à l'orientation russe. Mais la France avait besoin de l'alliance russe, et l'Entente fonctionnait convenablement contre les Puissances Centrales dirigées par les Allemands. En conséquence, la réalisation du programme en faveur de petites nations n'était pas possible pour le gouvernement français au début des années 1910.⁸

⁵ Ignác ROMSICS, *Détruire ou reconstruire l'Autriche-Hongrie? Franciaország dunai politikájának dilemmája a XX. század elején* [Dilemme de la politique danubienne de la France au début du 20^e siècle], *Helyünk és sorsunk a Duna-medencében* [Notre place et notre destin au bassin du Danube], Budapest, Osiris, 1996. 12-17. MARES, Louis Leger et Ernest Denis. *Profil de deux bohémisants français au XIX^e siècle, La France et l'Europe centrale*, op. cit. MAJOROS István, *Az Osztrák–Magyar Monarchia felbomlása és a francia törekvések a dunai régióban* [La décomposition de la Monarchie Austro-Hongroise et les aspirations française à la région danubienne], *Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében. Tanulmányok Ormos Mária 70. születésnapjára* [La Hongrie dans le champ de forces des (grandes) puissances. Etudes pour 70^e anniversaire de Mária Ormos], sous la direction de Ferenc FISCHER, István MAJOROS et József VONYO, Pécs, University Press, 2000. 421-422.

⁶ Vladimir Claude FISERA, *L'amie de notre ennemie? Attitudes françaises envers la Hongrie et ses voisins slaves (1870–1938)*, Cahier d'études hongroises, op. cit. 149-150.

⁷ Ibid. 150.

⁸ István MAJOROS, *A lengyel kérdés az első világháború idején a francia külpolitikában* [La question polonaise pour la politique étrangère française pendant la première guerre mondiale], *A Kárpát-medence vonzásában...* [Dans l'attraction du bassin des Carpathes], sous la direction de Ferenc FISCHER, Katalin HEGEDUS, István MAJOROS, József VONYO, Pécs, University Press, 2001. 293–295. L'auteur se réfère à l'étude de Georges-Henri SOUTOU, intitulée *Jean Pélissier et l'Office Central des Nationalités, 1911-1918: un agent du gouvernement français auprès des nationalités, Recherches sur la France et le problème des nationalités pendant la première guerre mondiale (Pologne, Ukraine, Lithuanie)*, sous la direction de Georges-Henri SOUTOU, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1995. 15-16.

Donc, du milieu du 19^e siècle à l'éclatement de la Première Guerre mondiale, la politique française vis-à-vis de l'Europe centrale et orientale a été déterminée par la sécurité nationale dont la préoccupation la plus importante fut le détournement du péril allemand. Les autres facteurs – notamment les valeurs républicaines de plus en plus dominantes dans la Troisième République, la nouvelle approche de la question des nationalités depuis les années 1860 et les positions scientifiques prises par les spécialistes français de l'Europe du Centre-Est – n'ont joué qu'un rôle subsidiaire par rapport au souci sécuritaire. Les universitaires slavisants et les dirigeants de la diplomatie française étaient d'accord sur le fait que l'Autriche-Hongrie – même modernisée et fédéralisée – devait subsister. Examinons maintenant les changements survenus au cours de la «Grande Guerre».

Après le déclenchement des hostilités, en constatant l'horreur de la guerre, les spécialistes slavisants ont durci leur position. S'éloignant de plus en plus de l'objectivité scientifique et employant le ton de la propagande, les tchéco-philés Léger, Denis et Louis Eisenmann ont exigé le démembrement de la Monarchie Austro-Hongroise. Les émigrants politiques qui ont quitté la Monarchie au cours de la guerre souhaitaient également son abolition. Ces deux groupes, qui entretenaient des relations très étroites, ont déployé une activité très intense pour faire triompher leurs idées. Les médias français et l'opinion publique presque dans son ensemble attendaient aussi la dislocation de l'Etat des Habsbourg. Il est d'autant plus surprenant que le gouvernement français n'a accepté ce programme qu'en 1917-1918. En 1916 encore, les recommandations de la commission chargée d'élaborer les propositions de paix affirmaient que l'intérêt de la France était la fédéralisation et non la suppression de la Monarchie. Il est donc probable que, malgré les interprétations antérieures, ni les célèbres spécialistes d'Europe du Centre-Est, ni les lobbies des émigrants politiques n'ont modifié sur le fond la politique gouvernementale française.⁹

C'est la situation militaire du pays, donc la politique de sécurité, qui a exercé une influence décisive. D'une part les Puissances Centrales ont commencé à partir de 1916 à employer la question des nationalités comme un instrument de guerre en décidant de soutenir l'autodétermination polonaise.¹⁰ D'autre part les batailles sanglantes de 1916 ont fortement réduit l'effectif de l'armée française. Pour augmenter sa force, Paris souhaitait utiliser les prisonniers de guerre tchèques et polonais. Nous présentons le processus de changement de la politique française envers l'Europe du Centre-Est en quatre étapes.

De janvier 1916 à novembre 1917, nous pouvons identifier une phase de préparation. L'application de la question des nations comme un instrument de guerre, c'est-à-dire l'engagement des soldats tchèques et polonais sur les champs de bataille a augmenté le poids des émigrants politiques tchèques et polonais. Parallèlement au renforcement de leur rôle militaire, le gouvernement français a eu plusieurs gestes à leur égard: en février 1916, le Président du Conseil des Ministres, Aristide Briand, a reçu le chef de l'émigration tchèque, Tomáš Garrigue Masaryk. L'organisation des forces militaires tchèques était poursuivie en France, en Italie et en Russie. En août 1917, un corps d'armée autonome

⁹ MARES, *Louis Leger et Ernest Denis. Profils de deux bohémisants français au XIX^e siècle, La France et l'Europe centrale*, op. cit.; ROMSICS, *Détruire ou reconstruire l'Autriche-Hongrie? Franciaország dunai politikájának dilemmája a XX. század elején, Helyünk és sorsunk a Duna-medencében*, op. cit. 17–19; MARES, *Louis Eisenmann et l'Europe centrale (1897-1937)*, op. cit.; MARES, *Les slavisants français face à la Hongrie avant le traité de Trianon*, Cahier d'études hongroises, op. cit. 190. MAJOROS, *Az Osztrák–Magyar Monarchia felbomlása és a francia törekvések a dunai régióban, Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében. Tanulmányok Ormos Mária 70. születésnapjára*, op. cit. 422–423. 427. Magda ÁDAM, *A Kisantant [La Petite Entente]*, Budapest, Kossuth, 1981. 10, 15.

¹⁰ MAJOROS, *A lengyel kérdés az első világháború idején a francia külpolitikában, A Kárpát-medence vonzásában...*, op. cit. 293.

tchèque a été fondé en France. En septembre, l'effectif du corps d'armée tchèque fut déjà de 30.000 personnes.¹¹ A propos des aspirations polonaises, les responsables français estimaient que la Pologne renaissante pourrait grandement contribuer à contrebalancer l'Allemagne. La décision du Gouvernement Provisoire russe concernant la reconnaissance de l'indépendance polonaise a sensiblement élargi la marge de manœuvre du gouvernement français. En juin 1917, Raymond Poincaré, Président de la République, a établi l'armée polonaise autonome en France. Le Quai d'Orsay a demandé l'avis de l'émigration polonaise concernant l'avenir de la Pologne. La proposition d'Erasm Piltz a été admise comme but de guerre français. En septembre 1917, les autorités françaises ont reconnu le Comité National Polonais.¹²

C'est dans la seconde phase, en novembre – décembre 1917, qu'une modification qualitative s'est produite dans l'attitude française. Ce changement essentiel a été causé par l'arrivée au pouvoir des bolcheviques à Saint-Petersbourg. D'après leur programme de paix, il était évident que la Russie allait sortir de la guerre, et l'alliance stratégique franco-russe se désintégrerait. En conséquence, les dirigeants français devaient trouver un nouveau contrepoids à l'est de l'Allemagne. Ce changement a accru l'importance de la future Pologne aux yeux du gouvernement français. On a également attaché une plus grande signification aux peuples d'Autriche-Hongrie qui aspiraient à fonder un Etat souverain ou à se joindre à un pays national limitrophe. L'influence de leurs émigrations s'est de la même façon élevée. Cette nouvelle conception est apparue dans une note du Quai d'Orsay en novembre 1917. Le 27 décembre, Pichon, Ministre des Affaires étrangères, a publiquement insisté sur la création d'une Pologne indépendante. Cette nouvelle orientation a été donc renforcée par l'arrivée au pouvoir de Georges Clemenceau et de Stephen Pichon le 17 novembre. Le tournant en Russie a confirmé leur position antérieure. Les responsables du Quai d'Orsay estimaient qu'à elle seule, la Pologne n'était pas à même de servir de contrepoids à l'Allemagne: ils jugeaient nécessaire de mettre sur pied une zone de défense contre les Allemands. Il semblait important d'assurer le concours de la future Tchécoslovaquie, de la Biélorussie, de l'Ukraine, de la Bessarabie et de la Roumanie. Le décret gouvernemental français instituant une armée tchécoslovaque a été signé le 16 décembre 1917.¹³ Toutefois, toutes ces mesures ne signifiaient pas que le gouvernement français s'était irrévocablement engagé à soutenir l'anéantissement de la Monarchie et l'établissement de l'Etat tchèque.

En effet, la troisième période de la formation de la nouvelle politique française d'Europe centrale et orientale peut être caractérisée à la fois par l'incertitude et la cristallisation. En ce qui concerne la reconstruction de l'Etat polonais, les positions de la

¹¹ MAJOROS, *Az Osztrák-Magyar Monarchia felbomlása és a francia törekvések a dunai régióban, Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében...* 426-429. Kalervo HOVI, *Cordon sanitaire or barrier de l'Est? The Emergence of the New French Eastern European Alliance Policy 1917-1919*, Turku, Annales Universitatis Turkuensis tom. 135. 1975. 43. François FEJTO, *Requiem egy hajdan volt birodalomért. Ausztria-Magyarország szétrombolása* [Requiem pour une empire défunte. La destruction de l'Autriche-Hongrie], Budapest, Atlantisz, 1997. 345. Tomáš Garrigue MASARYK, *A világforradalom 1914-1918* [La révolution mondiale, 1914-1918], Budapest, Európa, 1990. 67. J.F.N. Bradley, *La Légation tchécoslovaque en Russie, 1914-1920*, Paris, 1965, 54-55.

¹² MAJOROS, *A lengyel kérdés az első világháború idején a francia külpolitikában, A Kárpát-medence vonzásában...*, op. cit. 296-297.

¹³ HOVI, op. cit. 72-73, 75. cité par Majoros, *A lengyel kérdés az első világháború idején a francia külpolitikában, A Kárpát-medence vonzásában...*, op. cit. 297-298. ROMSICS, *Détruire ou reconstruire l'Autriche-Hongrie? Franciaország dunai politikájának dilemmája a XX. század elején, Helyünk és sorsunk a Duna-medencében*, op. cit. 27. Il cite Hovi, op. cit. 71-75; MARES, *Les slavissants français face à la Hongrie avant le traité de Trianon*, Cahier d'études hongroises (Sorbonne Nouvelle Paris III – CIEH, Balassi Kiadó, Institut Hongrois), 1994, n° 6, op. cit. 188.

France et de ses alliés étaient relativement constantes. Le 3 juin 1918, lors de la réunion du Conseil Suprême de la Guerre de Versailles, les représentants de la France, de l'Angleterre et de l'Italie ont souligné que le rétablissement de l'Etat polonais unifié et indépendant était une condition *sine qua non* d'une paix juste et durable. Le 28 septembre, le gouvernement français a transféré le commandement de l'armée polonaise au Comité National Polonais. Cela signifiait la reconnaissance de la future Pologne comme puissance belligérante alliée.¹⁴

La suppression de la Monarchie des Habsbourg a été un processus beaucoup plus compliqué et contradictoire, car les gouvernements américain et anglais, ainsi qu'une partie importante de l'élite politique française la considéraient comme un élément indispensable de l'équilibre européen. Trois événements ont confirmé la nouvelle conception: le 3 mars 1918, la Russie soviétique a conclu une paix séparée avec les Puissances Centrales, et est sortie de la guerre. Au début d'avril, les négociations secrètes en vue de signer une paix séparée avec la Monarchie ont été interrompues. Et enfin les 14-15 mai, à Spa, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont paraphé un traité relatif à une coopération économique très étroite laissant supposer une évolution vers une union douanière. Les plans de Mitteleuropa semblaient s'accomplir. L'alliée russe avait quitté la partie, l'unité des Puissances Centrales semblait se renforcer tandis que les troupes américains n'étaient pas encore arrivées en masse en France pour renforcer le front de l'Ouest. C'était évidemment une situation critique pour la sécurité du pays: en conséquence le gouvernement français s'efforçait d'engager toutes les réserves possibles, et notamment «*l'arme des nationalités*». Paris épaulait résolument le congrès «*des peuples opprimés*» de la Monarchie qui a eu lieu les 8-10 avril 1918 à Rome. En mai, le Président du Conseil français a déclaré nécessaire la destruction de l'Autriche-Hongrie. L'amélioration renouvelée de la position de l'émigration tchèque était toujours en étroite relation avec les facteurs militaires. L'Entente a donné mission à la légion tchèque de Russie, 50 à 70 000 hommes, relativement bien organisée et armée, de concentrer autour d'elle les forces antibolcheviques et de mettre sur pied le front de l'Est contre les Allemands. On souhaitait ainsi empêcher les Allemands de transporter d'importantes unités au front de l'Ouest et d'accaparer les matières premières russes. En conséquence, le 29 juin 1918, le gouvernement français a reconnu le Conseil National Tchécoslovaque comme gouvernement *de facto*. Le 15 octobre, le Gouvernement Provisoire Tchécoslovaque a été également officiellement accepté. En octobre, au moment de la décomposition de la Monarchie, l'Entente n'a pas essayé d'entraver le processus, car on estimait que l'Autriche-Hongrie, alliée de guerre de l'Allemagne, ne pourrait plus contribuer à l'équilibre européen.¹⁵

¹⁴ MAJOROS, *A lengyel kérdés az első világháború idején a francia külpolitikában, A Kárpát-medence vonzásában...*, op. cit. 298-299. Ghislain CASTELBAJAC, *La France et la question polonaise, 1914-1918, Recherches sur la France et le problème des nationalités pendant la première guerre mondiale (Pologne, Ukraine, Lithuanie)*, sous la direction de Georges-Henri SOUTOU, Paris, Presse de l'Université de Paris-Sorbonne, 1995. 94-96. Michael JABARA, *Revolution and Intervention. The French Government and the Russian Civil War 1917-1919*, Kingston and Montreal, McGill-Queen's University Press, 84-86. MAJOROS, *Párizs és Oroszország (1917-1919)* [Paris et la Russie], Szekszárd, IPF-Könyvek, 1999. 96-98, 184-185.

¹⁵ ROMSICS, *Détruire ou reconstruire l'Autriche-Hongrie? Franciaország dunai politikájának dilemmája a XX. század elején, Helyünk és sorsunk a Duna-medencében*, op. cit. 27-28. MAJOROS, *A Osztrák-Magyar Monarchia felbomlása és a francia törekvések a dunai régióban, Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében...* op. cit. 429-432. Touchant les rapports français de la question de Mitteleuropa voir MAJOROS, *Párizs és a német Mitteleuropa-terv az első világháború végén* [Paris et le plan allemand Mitteleuropa à la fin de la première guerre mondiale], *Életünk Kelet-Európa. Tanulmányok Niederhauser Emil 80. születésnapjára* [Notre vie Europe orientale. Mélanges pour le 80^e anniversaire d'Emil Niederhauser], sous la direction de Tamás KRAUSZ et Gyula SZVAK, Budapest, Pannonica, 2003. 131-135. ÁDAM, *A Kisantant*, op. cit. 18-19. Cf. Jean-Baptiste DUROSELLE, *Clemenceau*, Paris, Fayard, 1988. 812-813. Sur l'histoire de la légion tchèque de Russie voir MAJOROS, *Párizs és Oroszország, 1917-1919...*, op. cit. 104-109 et du même auteur, *A Csehszlovák légió*,

La réorientation de la politique française envers l'Europe du Centre-Est a été définie pour environ deux décades en octobre-novembre 1918, quatrième étape. Les territoires tchèques sont devenus stratégiquement importants avant la fin de la guerre, car ils pouvaient servir de base pour bombarder l'Allemagne si elle n'avait pas signé la trêve. En automne 1918, on estimait au Quai d'Orsay que notre région était particulièrement avantageuse en vue de l'établissement de l'influence française; et ces peuples attribuaient la victoire à la France.¹⁶ En soutenant ses nouveaux alliés, la politique étrangère française s'efforçait ensuite de consolider le nouvel ordre né à la fin de la première guerre mondiale par les traités de paix. Malgré le fait que l'échec de cette nouvelle conception s'est révélé à partir du milieu des années 1920, et plus clairement dans les années 1930, on peut déceler quelques traces de sa survie même après l'effondrement des régimes communistes en Europe centrale et orientale de 1989-1990.

Párizs és az orosz polgárháború [La légion tchécoslovaque, Paris et la guerre civile russe], Múltunk [Notre passé], 1990, n° 4, 81-94.

¹⁶ MAJOROS, *Az Osztrák-Magyar Monarchia felbomlása és a francia törekvések a dunai régióban, Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében...* op. cit. 432-433. Jean-Luc BARRE, *Le Seigneur-Chat. Philippe Berthelot 1866-1934*, Paris, Plon, 1988. 330. *Documents diplomatiques français sur l'histoire du bassin des Carpates 1918-1932*, volume I. octobre 1918 – août 1919. Rédacteur en chef de la série: Magda ÁDAM. Documents recueillis par Magda ÁDAM, György LITVAN, Mária ORMOS. La préparation de ce volume fût établie en collaboration avec Zoltán DERECZE, Katalin LITVAN et István MAJOROS, sous la direction de Magda ÁDAM, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1993. Doc. 20, Procès-verbal de la conversation tenue chez le colonel House avec la participation de MM. Clemenceau, Lloyd George, Orlando, Beneš, le maréchal Foch, le général Wilson et le colonel House, Paris, le 2 novembre 1918. doc. 30, Note sur la politique française en Autriche-Hongrie; Mária Ormos, *Padovától Trianonig, 1918-1920* [De Padua à Trianon, 1918-1920], Budapest, 1983. 68-69. *Francia diplomáciai iratok a Kárpát-medence történetéről 1918-1919* [Documents diplomatiques français sur l'histoire du bassin des Carpates], sous la direction de Magda ÁDAM et Mária ORMOS, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1999, Doc. 6.